



PRÉFÈTE DE LA MAYENNE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction départementale
de l'emploi, du travail, des solidarités
et de la protection des populations

Service protection de l'environnement -
installations classées

Laval, le 25 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SIAEPAC FONTAINE ROUILLEE (DE LA)

MAIRIE ANNEXE
ALLEE DU HAUT PERRIN
53110 Lassay-les-Châteaux

Références BC/PJ/2023 01988
Code AIOT : 0006307038

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 octobre 2023 de l'établissement de la SIAEPAC de la Fontaine Rouillée, implanté au lieu-dit Le Bois Hubert 53110 LASSAY-LES-CHATEAUX. L'inspection a été annoncée le 25 septembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SIAEPAC FONTAINE ROUILLEE (DE LA)
- Le Bois Hubert 53110 Lassay-les-Châteaux
- Code AIOT : 0006307038
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement est autorisé depuis le 19 septembre 2014 à exploiter une station d'épuration mixte des effluents de l'agglomération de Lassay-les-Châteaux pour une capacité de 20 000 équivalents habitants (1200 kg de DBO5/j et 2200 kg de DCO/j dont 75 % d'origine industrielle, abattoir de volailles).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- équipements et matériels abandonnés,
- plan des réseaux,
- capacités de rétention,
- conditions de rejet,
- autosurveillance,
- recalage,
- installations électriques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Équipements et matériels abandonnés	Arrêté Préfectoral du 19/09/2014, article 1-7-2
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
9	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Nom du point de contrôle	Référence réglementaire
2	Plan des réseaux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
3	Capacités de rétention	Arrêté Préfectoral du 19/09/2014, article 5-4-4
4	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
5	Conditions de rejet	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
6	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
7	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
10	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
11	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
12	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/09/2014, article 4-1-9

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il n'a pas été constaté de non-conformité majeure lors de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements et matériels abandonnés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2014, article 1-7-2
Thème(s) : Risques accidentels, Modification des installations
Prescription contrôlée : Les équipements abandonnés ne sont pas maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.
Constats : 2 bassins épaisseurs de boues ne sont plus utilisés depuis une dizaine d'années et ne sont plus étanches, la fosse sortie presse-vice n'est plus utilisée également.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II
Thème(s) : Risques chroniques, Schéma des réseaux
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le schéma est transmis par mail, un schéma directeur est en cours avec des phases de travaux de remise en état du réseau d'eaux usées qui s'étalent sur plusieurs dizaines d'années.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Capacités de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2014, article 5-4-4
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>Tout stockage de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, à 50% de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, à 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, à 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.</p>
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 49
Thème(s) : Risques chroniques, Ouvrages de rejet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Les dispositifs de rejet des eaux résiduaires sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci, et à ne pas gêner la navigation.</p>
<p>Constats : Le point rejet se situe à l'endroit de la station de traitement, le cours d'eau le Lassay ne présente pas d'anomalie visuelle relative au rejet. Un enrochement a été réalisé de part et d'autre du cours d'eau suite aux travaux de mise en place de la cuve d'aération en 2016.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 50
Thème(s) : Risques chroniques, Points de prélèvement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...).</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : 2 points de prélèvement ont été vus dont celui utilisé en condition normale d'exploitation, il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, Débit
Prescription contrôlée : La détermination du débit rejeté se fait par mesures en continu lorsque le débit maximal journalier dépasse 100 m ³ . Dans les autres cas le débit est déterminé par une mesure journalière ou estimée à partir de la consommation d'eau. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.
Constats : Le prélèvement est continu sur 24H et asservi au débit. En période sèche du 1er avril au 15 septembre, le débit autorisé est 700 m ³ /j et en période humide du 16 septembre au 31 mars, il est de 800 m ³ /j.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance
Prescription contrôlée : Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais dans les conditions fixées par l'arrêté d'autorisation.
Constats : Il n'a pas été constaté de non-conformité pour la prescription contrôlée. Un devis a été réalisé avec le LDA 53 pour la campagne de prélèvement pour la recherche de PFAS (per ou polyfluoroalkylées). Ces prélèvements seront effectués conformément au calendrier programmé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 21-II
Thème(s) : Risques chroniques, Respect VLE
Prescription contrôlée : Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs fixées par le présent arrêté.
Constats : Le débit de rejet est dépassé ponctuellement en lien avec une forte pluviométrie et le volume d'activité variable de l'entreprise d'abattage de volailles dont les rejets sont traités par la SIEPAC. Les valeurs de rejet ont été dépassées pour le phosphore en avril et quasiment tous les paramètres en août 2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Dépassements et actions correctives
Prescription contrôlée : Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Les résultats non-conformes ne sont pas suffisamment détaillés et suivis de programme d'actions à mettre en œuvre, une réflexion est à mener notamment avec l'abattoir de volailles afin de remédier à ces variations de débit de rejet.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2014, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Transmission GIDAF
Prescription contrôlée : Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. La télédéclaration est effectuée dans les délais prescrits dans lesdits arrêtés dès lors que lesdites prescriptions imposent une transmission de ces résultats à l'inspection des installations classées ou au préfet.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-I
Thème(s) : Risques chroniques, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Il n'y a pas de constat non-conformité pour la prescription contrôlée
Observations : L'organisme de vérification est la SATESE vu les rapports du 06/07/2023 et du 02/10/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'accréditation d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée.
Observations : L'organisme de vérification annuelle est la SATESE vu rapports du 06/07/2023 et du 02/10/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/09/2014, article 4-1-9
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien et vérification des installations
Prescription contrôlée : Les installations sont conçues et construites conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion. Les installations, notamment les prises de terre, sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent, et maintenues en bon état. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées, les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les ans.
Constats : Il n'y a pas de constat de non-conformité pour la prescription contrôlée. Vérification des installations le 17/01/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet